

in plaats van :

Criterion — Critère	Code	Benaming en verpakkingen — Dénomination et conditionnements	Opmer- kingen — Obser- vations	Basis van tegemoetkoming — Base de remboursement	Aandeel van de rechthebbende beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994 — Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994	Aandeel van de rechthebbende andere dan deze beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994 — Intervention du bénéficiaire autre que celui visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994
B-3	1287-929	TRINIPATCH 10 Lederle syst. 30 × 5 mg		1 347,—	202	337
B-177	0728-766	HEXABRIX 160 Codali ** pr. fl. inj. 50 ml		440,—		
B-177	0022-939 0022-939	HEXABRIX 320 Codali 1 fl. inj. 200 ml ** pr. fl. inj. 50 ml		3 363,— 1 860,—	250	375

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 869

[C - 98/27209]

5 MARS 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 janvier 1996 fixant le statut des agents des centres hospitaliers psychiatriques relevant de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 janvier 1996 fixant le statut des agents des centres hospitaliers psychiatriques relevant de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 juillet 1997;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 10 juillet 1997;

Vu le protocole n° 250 du Comité de secteur n° XVI, établi le 11 juillet 1997;

Vu l'urgence motivée par l'abrogation du statut des agents de l'Etat, notamment des dispositions qu'il contenait en matière de commissions des stages, ainsi que des arrêtés régionaux relatifs aux commissions des stages, qui ne permet plus que les difficultés rencontrées au cours du stage soient examinées par une instance paritaire et motivée par la nécessité de mettre en œuvre sans délai l'article 16, § 1^{er}, des principes généraux et l'article 32, § 1^{er}, du statut régional;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 11 septembre 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant les avis du Conseil d'Etat, donnés le 2 février 1998, sur des dispositions relatives aux commissions de recours en matière de stage de certains organismes régionaux d'intérêt public et de l'Institut scientifique de Service public, par lesquels le Haut Collège émet des réserves quant au fait que le directeur de la formation siège avec voix délibérative au sein de ladite commission;

Considérant qu'il y a lieu de tenir compte de l'observation émise par le Conseil d'Etat le 2 février 1998 qui, bien qu'absente de l'avis donné le 11 juillet 1997, concerne également la commission de recours en matière de stage des centres hospitaliers psychiatriques régionaux;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 janvier 1996 fixant le statut des agents des centres hospitaliers psychiatriques relevant de la Région wallonne est inséré un article 17bis libellé comme suit :

« Art. 17bis. L'article 32 du même arrêté doit se lire comme suit :

§ 1^{er}. La commission de recours en matière de stage se compose :

1° de quatre membres effectifs désignés par le Gouvernement wallon parmi les agents de rang A6 au moins dont un au moins appartient au même centre que le stagiaire;

- 2° du directeur de la formation dont dépend le stagiaire, sans voix délibérative;
- 3° de quatre membres effectifs désignés par les organisations syndicales représentatives du personnel;
- 4° d'un secrétaire effectif sans voix délibérative, désigné par le Gouvernement wallon.

En cas d'empêchement des membres effectifs visés aux 1°, 3° et 4° de l'alinéa 1^{er}, ils sont remplacés par des membres suppléants désignés suivant les mêmes modalités.

§ 2. La présidence de la commission est assurée par le fonctionnaire le plus ancien dans le grade le plus élevé parmi les membres visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, ses fonctions sont assurées par son suppléant.

§ 3. Les critères de représentativité à la commission de recours sont ceux définis à l'article 8, § 1^{er}, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

§ 4. La commission de recours en matière de stage, visée à l'article 16, § 1^{er}, de l'arrêté royal précité du 26 septembre 1994 est saisie au plus tard le dernier jour du mois qui suit la notification du licenciement.

La commission rend un avis dans le mois de sa saisine, avis sur la base duquel le Gouvernement confirme ou infirme le licenciement.

§ 5. Sauf le cas prévu à l'article 31, § 2, le Gouvernement procède à la nomination à titre définitif du stagiaire ».

Art. 2. Dans l'arrêté précité du 18 janvier 1996 est inséré un article 61*bis* libellé comme suit :

« Art. 61*bis*. L'article 32 du même arrêté doit se lire comme suit :

§ 1^{er}. La commission de recours en matière de stage se compose :

1° de quatre membres effectifs désignés par le Gouvernement wallon parmi les agents de rang A6 au moins au sens de l'article 8 du présent arrêté dont un au moins appartient au même centre que le stagiaire;

2° du directeur de la formation dont dépend le stagiaire, sans voix délibérative;

3° de quatre membres effectifs désignés par les organisations syndicales représentatives du personnel;

4° d'un secrétaire effectif sans voix délibérative, désigné par le Gouvernement wallon.

En cas d'empêchement des membres effectifs visés aux 1°, 3° et 4° de l'alinéa 1^{er}, ils sont remplacés par des membres suppléants désignés suivant les mêmes modalités.

§ 2. La présidence de la commission est assurée par le fonctionnaire le plus ancien dans le grade le plus élevé parmi les membres visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, ses fonctions sont assurées par son suppléant.

§ 3. Les critères de représentativité à la commission de recours sont ceux définis à l'article 8, § 1^{er}, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

§ 4. La commission de recours en matière de stage, visée à l'article 16, § 1^{er}, de l'arrêté royal précité du 26 septembre 1994 est saisie au plus tard le dernier jour du mois qui suit la notification du licenciement.

La commission rend un avis dans le mois de sa saisine, avis sur la base duquel le Gouvernement confirme ou infirme le licenciement.

§ 5. Sauf le cas prévu à l'article 31, § 2, le Gouvernement procède à la nomination à titre définitif du stagiaire ».

Art. 3. L'arrêté du Gouvernement wallon du 20 novembre 1997 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 janvier 1996 fixant le statut des agents des centres hospitaliers psychiatriques relevant de la Région wallonne est rapporté.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 20 décembre 1997.

Art. 5. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 mars 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 869

[C - 98/27209]

5 MAART 1998. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 januari 1996 tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van de psychiatrische ziekenhuizen die onder het Waalse Gewest ressorteren

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 januari 1996 tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van de psychiatrische ziekenhuizen die onder het Waalse Gewest ressorteren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 juli 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 10 juli 1997;

Gelet op het protocol nr. 250 van het sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 11 juli 1997;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de opheffing van het statuut van de Rijksambtenaren, inzonderheid van de bepalingen inzake de stagecommissies, alsook van de gewestelijke besluiten betreffende de stagecommissies, waardoor de tijdens een stage ondervonden moeilijkheden niet meer door een paritaire instantie onderzocht kunnen worden, en gemotiveerd door het feit dat artikel 16, § 1, van de algemene principes en artikel 32, § 1, van het gewestelijke statuut onmiddellijk toegepast moeten worden;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 11 september 1997, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de adviezen die de Raad van State op 2 februari 1998 heeft uitgebracht over bepalingen betreffende de commissies van beroep voor stages bij sommige gewestelijke instellingen van openbaar nut en het "Institut scientifique de Service public" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut), op grond waarvan het Hoge College voorbehoud maakt over het feit dat de vormingsdirecteur met stemrecht zitting houdt binnen de commissie;

Overwegende dat rekening moet worden gehouden met de opmerking die de Raad van State op 2 februari 1998 heeft gemaakt en die, alhoewel ze niet voorkomt in het advies van 11 juli 1997, eveneens betrekking heeft op de commissie van beroep voor stages bij de gewestelijke psychiatrische ziekenhuizen;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Waalse Regering van 18 januari 1996 tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van de psychiatrische ziekenhuizen die onder het Waalse Gewest ressorteren, wordt een artikel 17*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 17*bis*. Artikel 32 van hetzelfde besluit dient als volgt te worden gelezen :

§ 1. De commissie van beroep voor stages bestaat uit :

1° vier gewone leden, aangewezen door de Waalse Regering onder de ambtenaren die minstens rang A6 bekleden en van wie minstens één onder hetzelfde centrum als de stagiair ressorteert;

2° de vormingsdirecteur van wie de stagiair afhangt en die niet stemgerechtigd is;

3° vier gewone leden, aangewezen door de representatieve vakorganisaties van het personeel;

4° een gewone secretaris die niet stemgerechtigd is en die door de Waalse Regering aangewezen is.

Als de in 1°, 3° en 4° hierboven bedoelde gewone leden verhinderd zijn, worden ze vervangen door plaatsvervangende leden die op dezelfde wijze aangewezen worden.

§ 2. Het voorzitterschap van de commissie wordt waargenomen door de ambtenaar die onder de in § 1, eerste lid, 1°, bedoelde leden de meeste anciënniteit in de hoogste graad heeft.

Indien de voorzitter afwezig of verhinderd is, wordt zijn ambt door zijn plaatsvervanger uitgeoefend.

§ 3. De representativiteitscriteria voor de commissie van beroep zijn die bedoeld in artikel 8, § 1, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

§ 4. In geval van afdanking wordt de zaak uiterlijk de laatste dag van de maand na de kennisgeving ervan aanhangig gemaakt bij de commissie van beroep voor stages bedoeld in artikel 16, § 1, van het bovenvermelde koninklijk besluit van 26 september 1994.

De commissie brengt advies uit binnen de maand waarin de zaak bij haar aanhangig wordt gemaakt, en de afdanking wordt door de Regering bevestigd of nietig verklaard op grond van dat advies.

§ 5. Behalve in het in artikel 31, § 2, bedoelde geval, gaat de Regering over tot de vaste benoeming van de stagiair. »

Art. 2. In bovenvermeld besluit van 18 januari 1996 wordt een artikel 61*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 61*bis*. Artikel 32 van hetzelfde besluit dient als volgt te worden gelezen :

§ 1. De commissie van beroep voor stages bestaat uit :

1° vier gewone leden, aangewezen door de Waalse Regering onder de ambtenaren die minstens rang A6 bekleden in de zin van artikel 8 van dit besluit en van wie minstens één onder hetzelfde centrum als de stagiair ressorteert;

2° de vormingsdirecteur van wie de stagiair afhangt en die niet stemgerechtigd is;

3° vier gewone leden, aangewezen door de representatieve vakorganisaties van het personeel;

4° een gewone secretaris die niet stemgerechtigd is en die door de Waalse Regering aangewezen is.

Als de in 1°, 3° en 4° hierboven bedoelde gewone leden verhinderd zijn, worden ze vervangen door plaatsvervangende leden die op dezelfde wijze aangewezen worden.

§ 2. Het voorzitterschap van de commissie wordt waargenomen door de ambtenaar die onder de in § 1, eerste lid, 1°, bedoelde leden de meeste anciënniteit in de hoogste graad heeft.

Indien de voorzitter afwezig of verhinderd is, wordt zijn ambt door zijn plaatsvervanger uitgeoefend.

§ 3. De representativiteitscriteria voor de commissie van beroep zijn die bedoeld in artikel 8, § 1, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

§ 4. In geval van afdanking wordt de zaak uiterlijk de laatste dag van de maand na de kennisgeving ervan aanhangig gemaakt bij de commissie van beroep voor stages bedoeld in artikel 16, § 1, van het bovenvermelde koninklijk besluit van 26 september 1994.

De commissie brengt advies uit binnen de maand waarin de zaak bij haar aanhangig wordt gemaakt, en de afdanking wordt door de Regering bevestigd of nietig verklaard op grond van dat advies.

§ 5. Behalve in het in artikel 31, § 2, bedoelde geval, gaat de Regering over tot de vaste benoeming van de stagiair. »

Art. 3. Het besluit van de Waalse Regering van 20 november 1997 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 januari 1996 tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van de psychiatrische ziekenhuizen die onder het Waalse Gewest ressorteren, wordt ingetrokken.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 20 december 1997.

Art. 5. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 maart 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME



F. 98 — 870

[C - 98/27208]

19 MARS 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 octobre 1991 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage et des engagements d'apprentissage dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 3 juillet 1991 relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, notamment l'article 5;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 1^{er}, § 1^{er};

Vu le décret du Conseil régional wallon du 4 mai 1995 portant assentiment de l'accord de coopération relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 octobre 1991 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage et des engagements d'apprentissage dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, notamment l'article 13, 15;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, donné le 13 novembre 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la revalorisation des allocations d'apprentissage prend effet au 1^{er} janvier 1998 et qu'il importe que les employeurs et les secrétariats sociaux soient mis au courant des nouvelles dispositions dans les plus brefs délais;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 13, 15, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 octobre 1991 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage et des engagements d'apprentissage dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, est remplacé par le texte suivant :

« 15. de payer à l'apprenti une allocation mensuelle minimale progressive qui s'élève à :

- a) 7 500 francs pour la première année d'apprentissage;
- b) 10 000 francs pour la deuxième année d'apprentissage;
- c) 13 000 francs pour la troisième année d'apprentissage.

Si la Commission paritaire compétente a fixé des montants d'allocations supérieurs, le chef d'entreprise est tenu de payer ces derniers montants.

Lorsque le contrat est conclu pour une durée réduite, le calcul de l'allocation à payer à l'apprenti doit tenir compte de la formation antérieure qui a permis de réduire la durée de l'apprentissage.

Cette allocation comprend les avantages en nature accordés par le chef d'entreprise selon les taux admis par la réglementation qui détermine le montant de la rémunération au-delà de laquelle l'apprenti cesse de bénéficier des allocations familiales.